

FIRST AFRIQUE

HEBDO N°0468 du 26 août au 01 sept 2024

Magazine

MBAPPÉ

ACHARNEMENT MÉDIATIQUE OU SIMPLE CRITIQUE SPORTIVE ?

LE CODE ÉLECTORAL DU BÉNIN

PILIER DE LA DÉMOCRATIE OU OUTIL DE
CONTRÔLE POLITIQUE ?

Sommaire

LE CODE ÉLECTORAL DU BÉNIN

PILIER DE LA DÉMOCRATIE OU OUTIL DE CONTRÔLE POLITIQUE ?

CONSULTATION RÉGIONALE DES INDH

COTONOU ACCUEILLE LA 6^{ième} ÉDITION
DU 27 AU 29 AOÛT 2024

UN NOUVEAU JOYAU AU BÉNIN

LE GOUVERNEMENT ÉRIGE UN PALAIS ROYAL
MONUMENTAL À NIKKI

FRANCE

UN MILLIARDAIRE RUSSE ARRÊTÉ ET PLACÉ EN
GARDE À VUE

SOMALIE

ETHIOPIAN AIRLINES SOUS
LA MENACE D'UNE SUSPENSION DES VOLS

TUNISIE

SAFI SAÏD, UNE LIBÉRATION SOUS HAUTE TEN-
SION

AFRIQUE DU SUD

LIBÉRATION DE CHARLIE
FIN D'UN CALVAIRE DE 40 ANS

MBAPPÉ

ACHARNEMENT MÉDIATIQUE OU SIMPLE CRI-
TIQUE SPORTIVE ?

PAETONGTARN SHINAWATRA

LA PLUS JEUNE PREMIÈRE MINISTRE
DE THAÏLANDE



BENIN



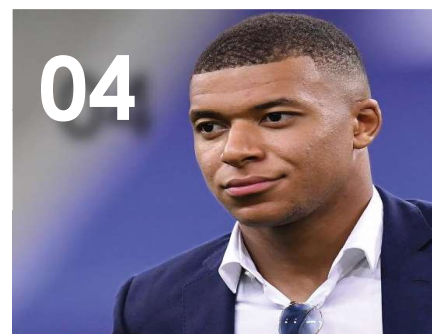
BENIN



AFRIQUE



AFRIQUE



INTER

LIBÉRATION DE CHARLIE FIN D'UN CALVAIRE DE 40 ANS



Charlie, l'éléphant emblématique du zoo national sud-africain, a enfin retrouvé la liberté après quatre décennies en captivité. Capturé en 1984 à l'âge de deux ans dans le parc national de Hwange au Zimbabwe, Charlie a d'abord été exploité dans un cirque avant d'être transféré au zoo dans les années 2000. Ces dernières années, des groupes de protection des animaux ont mené un combat acharné pour sa libération, préoccupés par sa santé et son bien-être.

Mardi, après un voyage éprouvant de quatre heures, Charlie a été relâché dans la réserve pri-

vée de Shambala, une vaste étendue de 10 000 hectares dans la province du Limpopo, où il peut enfin vivre parmi ses congénères. La Fondation EMS, qui a orchestré sa libération, qualifie cet événement d'historique, résultat d'années de négociations avec le gouvernement sud-africain et de preuves scientifiques démontrant la souffrance des éléphants en captivité.

Au zoo, Charlie a été témoin de la mort tragique de quatre autres éléphants, dont son propre petit. En 2019, des signes de détresse étaient visibles chez lui, ce que le zoo attribuait à son passé au cirque. La Fonda-

tion EMS a fermement contesté cette affirmation.

La libération de Charlie représente un tournant pour le bien-être animal en Afrique du Sud. Les organisations de protection, comme Four Paws, se réjouissent de voir Charlie s'épanouir dans son nouvel habitat. Surveillé par des vétérinaires et des experts, l'éléphant montre déjà des signes positifs d'adaptation, communiquant avec les autres éléphants de la réserve.

Le rêve des défenseurs de Charlie est qu'il réapprenne progressivement à vivre comme un éléphant sauvage, et qu'il s'intègre pleinement à la

communauté d'éléphants de Shambala. Le processus prendra du temps, mais les experts restent optimistes quant à sa réhabilitation.

En parallèle, la Fondation EMS continue de se battre pour la libération d'autres éléphants captifs en Afrique du Sud, notamment trois encore détenus au zoo de Johannesburg. Dans un pays où les éléphants sont menacés par le braconnage et la perte de leur habitat, la libération de Charlie symbolise un espoir pour la protection et la réhabilitation de ces majestueux animaux.

La rédaction

MBAPPÉ

INTER

ACHARNEMENT MÉDIATIQUE OU SIMPLE CRITIQUE SPORTIVE ?



ACHARNEMENT MÉDIATIQUE OU SIMPLE CRITIQUE SPORTIVE ?

Depuis qu'il a annoncé son intention de quitter le Paris Saint-Germain, Kylian Mbappé, l'un des plus grands talents de sa génération, semble enchaîner les épreuves. Ce qui aurait pu être une transition sportive classique a rapidement pris une tournure bien plus compliquée, plongeant le jeune prodige dans une tempête médiatique sans précédent.

Dès l'officialisation de son départ, Mbappé a été écarté des tournées de préparation au Japon, une décision qui a surpris et interrogé de nombreux observateurs. À son retour en club, il a souvent été relégué sur le banc, une situation incompréhensible pour un joueur de son envergure. Mais c'est en Espagne, et désormais en France, que l'acharnement médiatique a pris une ampleur particulière. Après seulement un match sous ses nouvelles couleurs, Mbappé s'est retrouvé sous le feu des critiques de plusieurs médias, ce qui paraît démesuré pour certains observateurs.

Ces attaques, soigneusement orchestrées par certains organes de

presse, soulèvent des interrogations quant aux motivations réelles derrière cette vague de critiques. Pour certains, il est difficile de ne pas voir, au-delà des simples reproches sportifs, des intentions plus profondes. Le fait que Mbappé soit un joueur métis, issu de l'Afrique noire et kabyle, pourrait exacerber certaines tensions et préjugés. Pour certains, il est inconcevable qu'un joueur issu de ces origines puisse s'affirmer sans subir une pression disproportionnée.

Cette cabale médiatique pourrait refléter un malaise plus profond, visant à déstabiliser un joueur qui refuse de sacrifier ses intérêts personnels au profit des attentes des autres. Ceux qui espèrent voir Mbappé faiblir risquent d'être déçus. Le jeune joueur a démontré à maintes

reprises une force de caractère exceptionnelle, dépassant le cadre sportif pour affirmer son indépendance et sa résilience. Son parcours, marqué par des succès précoces et une maturité impressionnante, est le signe d'un sportif qui sait ce qu'il veut et comment l'obtenir.

Mbappé ne compte pas se laisser abattre par ces critiques. Bien au contraire, il est déterminé à prouver que son talent et sa détermination sont plus forts que toute tentative de déstabilisation. Fort de sa résilience, il est prêt à répondre sur le terrain, là où son génie footballistique s'exprime le mieux. Les prochaines semaines seront cruciales, non seulement pour sa carrière, mais aussi pour l'image qu'il laissera de lui en tant que joueur et **en tant qu'homme.**

Cette situation rappelle que dans le monde du sport, comme ailleurs, les enjeux dépassent souvent le simple cadre professionnel. Le cas de Kylian Mbappé montre à quel point les attentes, les préjugés et les tensions raciales peuvent encore peser sur le parcours des talents les plus brillants. Mais c'est aussi une occasion pour Mbappé de montrer que les fils d'Afrique, qu'ils soient noirs ou kabyles, ont la résilience nécessaire pour surmonter les épreuves et s'imposer face à l'adversité. Le temps dira si ces critiques étaient justifiées ou simplement le fruit d'une campagne orchestrée pour déstabiliser un jeune homme qui refuse de plier.

Soulé.A J./La rédaction



SAFI SAÏD, UNE LIBÉRATION SOUS HAUTE TENSION



Le 22 août 2024, la justice tunisienne a décidé la libération inattendue de Safi Saïd, figure emblématique de l'opposition et ancien candidat à la présidentielle. Ce dernier avait été arrêté deux jours plus tôt après avoir franchi illégalement la frontière vers l'Algérie, une tentative

de fuite qui témoigne de l'escalade des tensions politiques dans un pays en proie à une dérive autoritaire sous le président Kaïs Saïed. Si la remise en liberté de Safi Saïd peut sembler un geste d'apaisement, elle s'inscrit dans un contexte de répression accrue et de contrôle étroit des voix

dissidentes.

UN PARCOURS MARQUÉ PAR L'ENGAGEMENT ET LA DISSIDENCE

Safi Saïd, âgé de 70 ans, est loin d'être un inconnu sur la scène politique tunisienne. Écrivain et ancien journaliste, il est connu pour ses critiques

acerbes de la politique menée par Kaïs Saïed. Il s'est notamment présenté à l'élection présidentielle de 2014 et de 2019, où il a tenté de porter la voix d'une opposition de plus en plus marginalisée. Cette année encore, Safi Saïd avait initialement prévu de concourir pour la présidentielle d'octobre

SAFI SAÏD, UNE LIBÉRATION SOUS HAUTE TENSION

2024, mais il s'est finalement retiré, dénonçant un processus électoral qu'il jugeait biaisé et inéquitable.

Le 6 août, son dossier de candidature a été rejeté par l'Instance Supérieure Indépendante pour les Élections (ISIE), dirigée par un proche du président. Trois jours plus tard, dans un communiqué publié sur sa page Facebook, il annonçait son retrait de la course électorale, pointant du doigt les « grands obstacles » et le « manque de clarté des règles du jeu ». Cette décision n'a fait qu'alimenter les soupçons sur l'impartialité de l'ISIE et sur l'emprise croissante de Kaïs Saïed sur le processus démocratique en Tunisie.

UNE ARRESTATION AUX ALLURES DE CHASSE À L'HOMME

La situation de Safi Saïd s'est aggravée le 20 août, lorsqu'il a été arrêté après avoir tenté de fuir en Algérie. Cette tentative de fuite semble avoir été motivée par une condamnation à quatre mois de prison prononcée en juin dernier pour des accusations de falsification et d'escroquerie, des accusations que ses partisans estiment mon-

tées de toutes pièces pour le neutraliser politiquement. Craignant d'être incarcéré à tout moment, Safi Saïd a pris la décision de franchir la frontière tunisienne. Ce sont finalement les autorités algériennes qui l'ont interpellé avant de le remettre aux autorités tunisiennes.

Son arrestation a été ordonnée par le tribunal de Kasserine, situé dans le centre-ouest de la Tunisie, pour « franchissement illégal de la frontière ». Ce même tribunal a décidé de le libérer le lendemain, le 22 août, sans fournir d'explications détaillées. Cette rapidité dans la libération contraste avec la sévérité généralement observée dans les affaires impliquant des opposants politiques, ce qui laisse planer le doute sur les raisons réelles de cette décision.

UN CLIMAT DE RÉPRESSION POLITIQUE SANS PRÉCÉDENT

Depuis le coup de force de Kaïs Saïed le 25 juillet 2021, où il a pris le contrôle de l'ensemble des pouvoirs en Tunisie, la situation des opposants politiques s'est considérablement dété-

riorée. Ce coup de force, qui a vu le président s'octroyer tous les pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires, a été suivi par une série de mesures visant à museler les voix dissidentes. Safi Saïd n'est pas le seul à faire les frais de cette répression. Selon Human Rights Watch, au moins huit autres candidats potentiels à la présidentielle de 2024 ont été poursuivis en justice, condamnés ou emprisonnés, empêchant de facto leur participation à l'élection.

La stratégie du président Saïed semble claire : éliminer toute opposition qui pourrait menacer son pouvoir. Le rejet du dossier de candidature de Safi Saïd par l'ISIE s'inscrit dans cette logique, tout comme les poursuites judiciaires à son encontre. Pour beaucoup d'observateurs, la libération de Saïd n'est qu'un sursis, une manœuvre pour calmer les tensions, sans pour autant changer la nature répressive du régime.

L'AVENIR DÉMOCRATIQUE DE LA TUNISIE EN QUESTION

L'affaire Safi Saïd illustre à quel point la démo-

cratie tunisienne, autrefois perçue comme une lueur d'espoir dans une région tourmentée, est aujourd'hui en péril. Les élections présidentielles prévues pour octobre 2024 se dérouleront dans un climat de peur et d'intimidation, avec seulement deux candidats encore en lice. La plupart des voix critiques ont été réduites au silence, que ce soit par la prison, l'exil forcé ou la peur de représailles.

Pour Safi Saïd, la lutte est loin d'être terminée. Bien que libéré, il reste sous haute surveillance et pourrait à tout moment être réincarcéré. Sa situation est emblématique de celle de nombreux Tunisiens qui aspirent à une véritable démocratie, mais qui se heurtent à un pouvoir de plus en plus autoritaire.

L'avenir de la Tunisie dépendra en grande partie de la capacité de la société civile et des forces démocratiques à résister à cette pression. Cependant, face à un régime qui semble prêt à tout pour se maintenir au pouvoir, l'issue de cette lutte reste incertaine.

W.K./La rédaction

ETHIOPIAN AIRLINES SOUS MENACE DE SUSPENSION

La Somalie se trouve actuellement en désaccord ouvert avec la compagnie aérienne Ethiopian Airlines, menaçant de suspendre tous les vols de la compagnie sur son territoire. Cette situation fait suite à un accord controversé signé en janvier 2024 entre l'Éthiopie et le Somaliland, un territoire autoproclamé indépendant mais non reconnu internationalement, et que la Somalie considère comme une région rebelle. Cet accord accorde à l'Éthiopie un accès stratégique à 20 km de côtes du Somaliland pour une durée de 50 ans, en échange de la reconnaissance officielle de cette région.

Bien que cet accord n'ait pas encore été formellement confirmé par Addis-Abeba, il a suffi pour déclencher une vive réaction de la part du gouvernement somalien, qui y

voit une agression directe et une violation flagrante de sa souveraineté territoriale. Le Somaliland, bien qu'il fonctionne de manière autonome depuis 1991, est toujours considéré par Mogadiscio comme une partie intégrante de la Somalie. Ainsi, toute action visant à reconnaître officiellement cette région est perçue comme une atteinte à l'intégrité territoriale du pays.

UNE ESCALADE DES TENSIONS

En plus de cet accord, la gestion par Ethiopian Airlines de ses vols vers la Somalie a également été pointée du doigt par les autorités somaliennes.

L'Autorité de l'aviation civile somalienne a exprimé ses préoccupations quant à la manière dont la compagnie aérienne éthiopienne gère ses opérations dans le pays. En réponse à

ces critiques, Ethiopian Airlines a pris la décision de retirer les noms des destinations somaliennes de ses affichages publics, ne laissant apparaître que les codes des aéroports. Cette décision, loin de calmer les esprits, n'a fait qu'aggraver la situation, renforçant le sentiment de défiance de la Somalie envers l'Éthiopie.

La menace de suspension des vols d'Ethiopian Airlines intervient dans un contexte régional déjà tendu, marqué par des rivalités historiques et des enjeux géopolitiques complexes. L'Éthiopie, en quête d'accès maritime pour renforcer son commerce et sa position stratégique, voit dans l'accord avec le Somaliland une opportunité précieuse.

Cependant, pour la Somalie, cet accord constitue une violation inacceptable de sa souveraineté, et la suspension des vols de la compagnie aérienne

est perçue comme un moyen de pression pour forcer Addis-Abeba à revenir sur cet engagement.

LES IMPLICATIONS D'UNE SUSPENSION

Si la Somalie devait mettre à exécution sa menace, cela pourrait avoir des conséquences économiques significatives, non seulement pour Ethiopian Airlines, mais aussi pour les relations commerciales et diplomatiques entre les deux pays. Ethiopian Airlines est un acteur majeur dans la région, reliant de nombreuses destinations africaines et internationales, et une suspension de ses vols vers la Somalie pourrait perturber les échanges et la mobilité dans la région.

La situation entre la Somalie et Ethiopian Airlines est symptomatique des tensions croissantes dans la Corne de l'Afrique, où les questions de souveraineté, de reconnaissance territoriale, et de contrôle des ressources continuent d'alimenter les conflits. La réaction de la Somalie face à l'accord entre l'Éthiopie et le Somaliland pourrait bien n'être que la première étape d'une confrontation plus large si les tensions ne sont pas rapidement désamorçées.

W.K./La rédaction



LEAN MANAGEMENT

LA CLÉ POUR OPTIMISER L'EFFICACITÉ ET CRÉER DE LA VALEUR

INSTANT
LEAN

Le Lean Management est une méthode de gestion des entreprises qui vise à améliorer l'efficacité et la qualité en éliminant les gaspillages et en optimisant les processus. Originaire du secteur automobile japonais, notamment chez Toyota, le Lean Management s'est depuis étendu à de nombreux autres secteurs, devenant une référence en matière d'amélioration continue.

PRINCIPES CLÉS DU LEAN MANAGEMENT

1.

Élimination des Gaspillages (Muda) : Le Lean Management identifie sept types de gaspillages à éliminer : la surproduction, les temps d'attente, les stocks excessifs, les déplacements inutiles, les traitements supplémentaires, les défauts de qualité et les mouvements superflus. L'objectif est de créer un flux de production sans interruptions inutiles.

2.

Amélioration Continue (Kaizen) : Le Kaizen est un concept central du Lean Management qui encourage les améliorations continues, même les plus petites. Cela implique la participation active de tous les employés, à tous les niveaux, pour identifier et résoudre les problèmes, souvent par des petites équipes ou des groupes de travail.

3.

Valeur pour le Client : Le Lean Management se

concentre sur la création de valeur pour le client final. Tout ce qui n'ajoute pas de valeur directe au produit ou service est considéré comme un gaspillage et doit être éliminé ou réduit.

4.

Flux Tiré : Contrairement au flux poussé, où la production est basée sur des prévisions, le Lean privilégie un flux tiré, où la production répond directement à la demande réelle du client. Cela permet de minimiser les stocks et d'optimiser l'utilisation des ressources.

5.

Autonomisation des Employés : Dans le Lean Management, les employés sont encouragés à prendre des initiatives et à contribuer activement à l'amélioration des processus. Cette approche favorise un environnement de travail où les travailleurs sont valorisés et impliqués dans les décisions.

6.

Réduction des Variabilités : Le Lean vise également à réduire les variabilités dans les processus, qu'elles soient dues à des fluctuations de la demande ou à des inefficacités internes. Cela permet de stabiliser les processus et d'assurer une production régulière et prévisible.

OUTILS ET TECHNIQUES DU LEAN MANAGEMENT

1.

5S : Une méthode pour organiser l'espace de travail

de manière efficace : Seiri (Trier), Seiton (Ranger), Seiso (Nettoyer), Seiketsu (Standardiser), et Shitsuke (Respecter les règles).

2.

Juste-à-Temps (JAT) : Un système de production qui réduit les délais et les stocks en ne produisant que ce qui est nécessaire, au moment où c'est nécessaire.

3.

Kanban : Un outil de gestion visuelle qui aide à réguler le flux de travail en utilisant des cartes ou des signaux pour déclencher la production ou les réapprovisionnements.

4.

Valeur Ajoutée et Non-Valeur Ajoutée : Une analyse pour distinguer les étapes d'un processus qui ajoutent de la valeur pour le client de celles qui n'en ajoutent pas, afin de les optimiser ou les éliminer.

5.

VSM (Value Stream Mapping) : Un outil qui permet de visualiser l'ensemble du processus de production, de l'approvisionnement en matières premières à la livraison au client, afin d'identifier les sources de gaspillage.

AVANTAGES DU LEAN MANAGEMENT

- **Réduction des Coûts :** En éliminant les gaspillages et en optimisant les processus, les entreprises peuvent réduire leurs coûts de production et améliorer leur rentabilité.
- **Amélioration de la Qua-**

lité : Le focus sur l'élimination des défauts et des erreurs contribue à améliorer la qualité des produits ou services offerts.

• **Flexibilité et Réactivité :** Les entreprises Lean peuvent mieux répondre aux fluctuations de la demande grâce à des processus plus agiles et des cycles de production plus courts.

• **Engagement des Employés :** En valorisant la contribution des employés à l'amélioration continue, le Lean Management favorise un environnement de travail motivant et participatif.

Le Lean Management est bien plus qu'une simple méthode de réduction des coûts ; c'est une philosophie de gestion qui place l'amélioration continue et la création de valeur au cœur de l'entreprise. En adoptant les principes du Lean, les organisations peuvent devenir plus efficaces, flexibles et compétitives, tout en renforçant l'engagement de leurs employés.



Wilfrid K.
MANAGER LEAN

F1RST AFRIQUE

HEBDOMADAIRE
D'ANALYSES, D'INVESTIGATIONS ET DE STRATÉGIES

Global Leader
Wilfrid KINTOSSOU

Directeur de Publication

Wilfrid KINTOSSOU

Rédacteur en Chef

Joseline Folly.

C. Cakpo

Secrétaire de Rédaction

Audrey K. Segbo

Rédaction

Joseline F.

Syste Fiacre

Wilfrid Kintossou

Audrey Kévine Segbo

Correction

Pascal HOUNKPATIN

Palette Graphique

First Afrique Prod

Editeur

FIRST AFRIQUE

N°Siret 528249766

RCS LILLE METROPOLE/France

Tél. WhatsApp +229 66055661

Email : direction@firstafrique.tv.bj

www.firstafrique.tv.bj

Avec First Afrique Tv,
c'est l'Afrique qui gagne et c'est l'actualité
autrement.

LANCEMENT HISTORIQUE DU PREMIER SATELLITE NATIONAL

Le Sénégal a marqué une étape historique dans son développement technologique avec le lancement réussi de son tout premier satellite, le GAINDESAT-1A.

Cet événement, annoncé par le président Bassirou Diomaye Faye, est perçu comme une avancée majeure pour la souveraineté technologique du pays.

Le satellite a été mis en orbite le 17 août à 18h56 GMT depuis la base de Vandenberg en Californie, comme l'a indiqué le président Faye sur le réseau social X ce vendredi soir. Selon lui, ce lancement couronne

cinq années de travail acharné des ingénieurs et techniciens sénégalais, qui ont fait preuve de détermination et d'innovation pour mener ce projet à terme. **«Cette avancée marque un pas décisif vers notre souveraineté technologique. Je tiens à exprimer toute ma fierté et ma reconnaissance à tous ceux qui ont rendu ce projet possible»**, a déclaré le président.

Le GAINDESAT-1A a été conçu et fabriqué par des talents sénégalais, en collaboration avec le Centre spatial universitaire français de Montpellier (CSUM), selon la télévision publique RTS. La fusée Falcon 9,

qui a lancé plusieurs satellites depuis la base de Vandenberg, a permis au Sénégal d'entrer dans le cercle restreint des nations capables de réaliser de tels exploits technologiques.

Le rôle de ce satellite dépasse largement le symbolisme. Il collectera des données cruciales pour diverses agences étatiques sénégalaises. La Direction de la gestion et de la planification des ressources en eau utilisera ces informations pour une meilleure gestion des ressources hydriques du pays. Par ailleurs, l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie bénéficiera également

des données fournies par GAINDESAT-1A pour améliorer les prévisions météorologiques et renforcer la sécurité aérienne.

Ce succès reflète l'ambition du Sénégal de devenir un acteur clé dans le domaine des technologies spatiales en Afrique. Le GAINDESAT-1A est un premier pas, mais il symbolise la vision plus large du pays de consolider sa souveraineté technologique et de se positionner comme un leader régional en matière d'innovation.

La rédaction



COTONOU ACCUEILLE LA 6^{ième} ÉDITION DU 27 AU 29 AOÛT 2024



INDH

COTONOU ACCUEILLE LA 6^{ème} ÉDITION DU 27 AU 29 AOÛT 2024

Du 27 au 29 août 2024, Cotonou sera le point de convergence de plus d'une dizaine de pays de la CEDEAO et du Sahel à l'occasion de la sixième Consultation régionale des Institutions Nationales des Droits de l'Homme (INDH).

Les principaux enjeux de cette réunion d'importance ont été présentés aux médias ce jeudi 22 août, lors d'une conférence de presse tenue au siège de la Commission Béninoise des Droits de l'Homme (CBDH).

Le thème central de cette sixième consultation régionale est « **Le rôle des institutions nationales des droits de l'Homme dans la promotion d'une paix, d'une sécurité et d'un développement durables en Afrique de l'Ouest** ».

Cet événement réunira à Cotonou des représentants du Burkina Faso, du Cap-Vert, de la Côte d'Ivoire, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée-Bissau, du Libéria, du Mali, de la Mauritanie, du Nigeria, du Sénégal, de la Sierra Leone, du Togo, ainsi que des délégués de la Commis-

sion de la CEDEAO, du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme, du bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, et des organisations de la société civile béninoise. Une participation virtuelle sera également possible pour certaines parties prenantes.

Après Abidjan et Banjul, Cotonou a l'honneur d'accueillir ces assises régionales, qui visent à renforcer la coopération régionale et à élaborer des stratégies nationales et régionales pour promouvoir et protéger les droits de l'Homme, tout en contribuant à la paix et à la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

Selon Sidikatou Adamon HOUEDETE, vice-présidente et présidente par intérim de la CBDH, l'un des objectifs majeurs de cette rencontre est d'accroître la capacité des INDH à plaider en faveur d'une approche fondée sur les droits de l'Homme, en particulier dans le cadre des migrations. Il s'agit également de contribuer à la mise en œuvre, au suivi, et à l'examen du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et ré-

gulières.

Cinq thèmes seront au cœur des débats pendant les trois jours de cette consultation : « **Migration et déplacement interne** », « **Les INDH et le droit des enfants déplacés internes à l'éducation** », « **Les INDH face à l'insécurité croissante** », « **Consolidation de la démocratie et respect de l'État de droit** », et « **Les INDH, les entreprises et les droits de l'Homme** ».

La vice-présidente a rappelé que les institutions nationales des droits de l'Homme jouent un rôle crucial dans la promotion et la protection des droits de l'Homme, notamment dans le suivi de la mise en œuvre de l'agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable et de l'agenda 2063 de l'Union africaine.

« **Au cours des dernières décennies, les institutions nationales des droits de l'Homme en Afrique de l'Ouest ont considérablement contribué à renforcer le respect des droits de l'Homme et de l'État de droit, essentiels à la promotion de la paix**

et de la sécurité aux niveaux national et régional », a-t-elle souligné.

Cependant, cette rencontre revêt une importance particulière pour les commissaires du Bénin, car de nombreuses INDH de la sous-région continuent de faire face à des défis majeurs. Selon Sidikatou Adamon HOUEDETE, ces institutions souffrent de problèmes tels que le manque d'indépendance, le financement insuffisant, des lacunes institutionnelles et organisationnelles, et dans certains cas, des fermetures complètes, comme on a pu le constater dans certains pays.

Il est à noter que la consultation régionale des INDH est une initiative du Réseau des Institutions Nationales des Droits de l'Homme en Afrique de l'Ouest, en collaboration avec la Commission de la CEDEAO, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH), et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

A.K.S./La rédaction

LE BÉNIN RENFORCE L'ACCÈS DES PERSONNES HANDICAPÉES AUX SFD



Le Bénin a fait un pas décisif vers l'inclusion financière des personnes handicapées. Le jeudi 22 août 2024, un atelier de réflexion s'est tenu à Cotonou pour aborder les défis rencontrés par les personnes handicapées dans l'accès aux services financiers décentralisés (SFD) et pour élaborer des stratégies visant à les surmonter. Cette rencontre, organisée par le Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance, a rassemblé divers acteurs clés du secteur pour discuter de ce sujet crucial.

UN CADRE LÉGAL ET DES POLITIQUES EN ÉVOLUTION

L'atelier s'inscrit dans un contexte où le Bénin a déjà pris des mesures importantes pour protéger et promouvoir les droits des personnes handicapées. En effet, la loi N°2017-06 du 29 septembre 2017, portant sur la protection et la promotion des droits des personnes handicapées, a jeté les bases légales nécessaires pour garantir que cette population puisse accéder à des opportunités économiques et sociales sur un pied d'égalité avec les autres citoyens.

Le gouvernement, à travers le Programme d'Action du Gouvernement (PAG 2), a réaffirmé son engagement à améliorer les conditions de vie des

personnes handicapées, y compris leur accès aux services financiers. Ces efforts s'inscrivent également dans le cadre des engagements internationaux du Bénin, visant à respecter les conventions sur les droits des personnes handicapées.

UN ATELIER POUR IDENTIFIER ET SURMONTER LES OBSTACLES

L'atelier de Cotonou avait pour objectif principal de faire le point sur la situation actuelle des personnes handicapées en matière d'accès aux SFD et de proposer des solutions concrètes pour combler les lacunes existantes.

Les participants, issus de divers horizons, y compris des représentants du gouvernement, des institutions financières, des organisations de la société civile, et des associations de personnes handicapées, ont partagé leurs expériences et identifié les principaux obstacles à l'inclusion financière.

Brice R. Dansou, Directeur Général de la Microfinance, a ouvert les débats en soulignant que l'inclusion des personnes handicapées dans les SFD n'est pas seulement une question de justice sociale, mais aussi une opportunité de croissance pour les institutions financières. « En incluant les personnes

LE BÉNIN RENFORCE L'ACCÈS DES PERSONNES HANDICAPÉES AUX SFD

handicapées dans leurs offres, les SFD peuvent non seulement élargir leur clientèle, mais aussi contribuer à l'autonomisation économique de cette population souvent marginalisée, » a-t-il déclaré.

De son côté, Ignace Dovi, Directeur Général de l'Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés (APSF), a insisté sur le fait qu'un handicap ne devrait jamais être un obstacle à l'accès aux services financiers. Il a rappelé que les personnes handicapées, tout comme les autres citoyens, peuvent être porteuses d'idées novatrices et avoir la capacité de mener des activités génératrices de revenus. Selon lui, les SFD doivent impérativement adapter leurs offres pour répondre aux besoins spécifiques de cette population.

DES DÉFIS PERSISTANTS

Malgré les progrès réalisés, de nombreux défis subsistent. Les participants ont souligné que les discriminations à l'encontre des personnes handicapées persistent, notamment dans l'accès aux crédits et autres services financiers. Certaines institutions financières hésitent encore à offrir des services adap-

tés aux personnes handicapées, craignant des risques financiers accrus ou estimant que ces clients potentiels ne sont pas suffisamment rentables.

L'une des barrières identifiées est le manque de sensibilisation et de formation des agents des SFD sur les besoins spécifiques des personnes handicapées. Il a été noté que beaucoup d'agents ne sont pas formés pour interagir avec cette clientèle de manière adéquate, ce qui peut conduire à des incompréhensions et à un service inadapté.

Un autre obstacle est l'accessibilité physique des agences de SFD. Beaucoup de bâtiments ne sont pas équipés pour accueillir des personnes ayant des limitations physiques, ce qui décourage ces dernières de solliciter des services financiers en personne. Les participants ont donc recommandé que des efforts soient faits pour améliorer l'accessibilité des infrastructures.

VERS DES SOLUTIONS CONCRÈTES

Face à ces défis, l'atelier a permis de formuler plusieurs recommandations. Parmi celles-ci, la nécessité de développer des produits financiers spécifiques

adaptés aux besoins des personnes handicapées a été particulièrement soulignée. Ces produits pourraient inclure des prêts à des conditions préférentielles, des services de micro-assurance, ou encore des programmes de formation financière adaptés.

Elise Fatima Kossoko Kossouh, Secrétaire Générale Adjointe du Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance, a pris la parole pour réitérer l'engagement du ministère à suivre de près la mise en œuvre des recommandations issues de l'atelier. Elle a déclaré que « ces recommandations ne doivent pas rester lettre morte, » et a insisté sur l'importance de leur application pour garantir que les personnes handicapées puissent bénéficier des services financiers sur tout le territoire national.

Un autre point clé des discussions a été la nécessité d'une collaboration renforcée entre les SFD et les organisations de personnes handicapées. Ces dernières ont un rôle crucial à jouer en tant qu'intermédiaires entre les institutions financières et les personnes handicapées, en les aidant à mieux comprendre les besoins spécifiques de cette population et à développer des solutions adaptées.

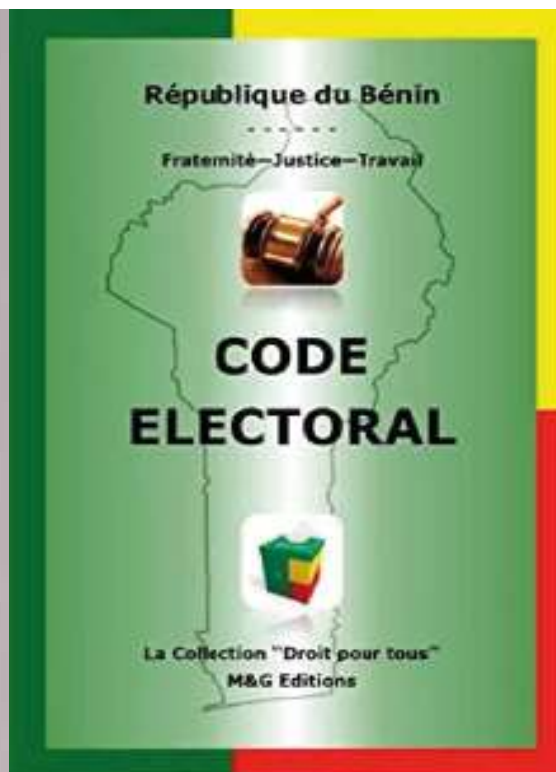
UN ENGAGEMENT COLLECTIF POUR L'AVENIR

Les représentants des organisations de personnes handicapées du Bénin ont exprimé leur satisfaction quant à l'initiative de cet atelier et ont salué le fait qu'ils aient été inclus dans les discussions. Ils ont également exprimé leur volonté de continuer à travailler en étroite collaboration avec le gouvernement et les SFD pour s'assurer que les mesures prises aboutissent à des résultats tangibles sur le terrain.

Cet atelier marque une étape significative dans la lutte pour l'inclusion financière des personnes handicapées au Bénin. En impliquant tous les acteurs concernés, le pays se donne les moyens de surmonter les obstacles persistants et d'assurer un accès équitable aux services financiers pour tous, quel que soit leur handicap. Les défis sont nombreux, mais avec une volonté politique forte et une collaboration efficace entre le gouvernement, les SFD, et la société civile, l'inclusion financière des personnes handicapées peut devenir une réalité durable au Bénin.

La rédaction

PILIER DE LA DÉMOCRATIE OU OUTIL DE CONTRÔLE POLITIQUE ?



Le Bénin, souvent cité en exemple pour sa stabilité démocratique en Afrique de l'Ouest, repose en grande partie sur un cadre légal qui régit les processus électoraux. Au cœur de ce cadre se trouve le Code électoral, un document crucial qui établit les règles du jeu politique, détermine qui peut se présenter aux élections, comment les scrutins doivent se dérouler, et comment les résultats sont validés. Mais au fil des ans, ce code a été l'objet de nombreuses réformes, suscitant des débats passionnés quant à son rôle : est-il un véritable pilier de la démocratie ou un outil de contrôle politique entre les mains du pouvoir en

place ?

ÉVOLUTION HISTORIQUE DU CODE ÉLECTORAL : DES ORIGINES À AUJOURD'HUI

Le Code électoral du Bénin n'a cessé d'évoluer depuis l'indépendance du pays en 1960. Les premières lois électorales étaient largement influencées par les anciennes puissances coloniales, avec des systèmes peu adaptés aux réalités locales. La période post-indépendance a été marquée par une série de régimes autoritaires, ce qui a entraîné des élections souvent considérées comme peu transparentes et non représentatives.

Le tournant majeur est survenu en 1990, lors de

la Conférence nationale des forces vives de la Nation, qui a marqué la transition vers la démocratie multipartite. Le Bénin a alors adopté une nouvelle Constitution, et avec elle, un Code électoral plus moderne et démocratique. Ce code a permis l'organisation d'élections libres et transparentes, saluées par la communauté internationale et marquant un nouveau départ pour le pays.

Au fil des années, des réformes ont été apportées pour adapter le Code électoral aux évolutions politiques et sociales. Cependant, ces réformes n'ont pas toujours fait l'unanimité, certaines étant perçues comme des tentatives de renforcer le contrôle du pouvoir sur

le processus électoral.

LES PRINCIPALES DISPOSITIONS DU CODE ÉLECTORAL ACTUEL

Le Code électoral béninois fixe les règles concernant l'organisation des élections présidentielles, législatives, municipales et locales. Parmi les dispositions clés, on trouve :

Conditions d'Éligibilité :

Les candidats aux élections doivent remplir certaines conditions, comme être de nationalité béninoise, jouir de leurs droits civiques, et respecter des critères d'âge spécifiques. Pour l'élection présidentielle, par exemple, un candidat doit avoir entre 40 et 70 ans, et obtenir le parrainage d'au moins 10 % des élus.

PILIER DE LA DÉMOCRATIE OU OUTIL DE CONTRÔLE POLITIQUE ?

Système Électoral :

Le Bénin utilise un système majoritaire pour l'élection présidentielle, où le candidat doit obtenir plus de 50 % des voix pour être élu dès le premier tour. Pour les législatives, un système proportionnel est utilisé, favorisant une représentation plus équilibrée des différents partis politiques.

Organisation des Scrutins :

Le Code électoral stipule les procédures pour garantir la transparence des scrutins. Cela inclut l'accréditation des observateurs électoraux, l'organisation des bureaux de vote, et la gestion des listes électorales. La Commission Électorale Nationale Autonome (CENA) joue un rôle crucial dans l'organisation des élections.

Financement des Campagnes :

Le Code électoral encadre également le financement des campagnes électorales, imposant des limites aux dépenses des candidats et exigeant une transparence dans la gestion des fonds.

LES RÉFORMES RÉCENTES ET LEURS IMPACTS

Les réformes du Code électoral en 2018 et 2019 ont été particulièrement controversées. Ces modifications visaient à renforcer le contrôle sur le processus électoral et à limiter l'influence de certains partis politiques, selon les critiques. L'une des principales réformes a été

l'introduction d'un système de parrainage pour les candidats à la présidentielle, une mesure censée réduire le nombre de candidats mais qui, selon l'opposition, favorise les partis proches du pouvoir.

De plus, l'augmentation du seuil de représentativité des partis pour les élections législatives a conduit à l'exclusion de plusieurs partis d'opposition lors des élections de 2019. Cela a provoqué des manifestations et une forte contestation, à la fois au niveau national et international, contre ce qui a été perçu comme une restriction de la participation démocratique.

Le gouvernement a défendu ces réformes en les qualifiant de nécessaires pour éviter la prolifération de petits partis et garantir une gouvernance plus stable. Cependant, pour de nombreux observateurs, ces mesures ont affaibli le pluralisme politique et consolidé le pouvoir du parti au pouvoir.

Les Débats et Controverses :

Un Code Électoral Contesté Les réformes du Code électoral ont ravivé les débats sur la nature même de la démocratie béninoise. Les critiques pointent du doigt une tendance à l'autoritarisme, où les réformes législatives sont utilisées pour marginaliser l'opposition

et concentrer le pouvoir.

L'un des principaux points de discordance concerne le processus de parrainage des candidats, qui est vu comme un obstacle pour les partis d'opposition. En outre, la question de l'accès équitable aux médias pendant les campagnes électorales reste un sujet de préoccupation, avec des accusations selon lesquelles les médias d'État favoriseraient les candidats proches du pouvoir.

La Cour constitutionnelle, qui a le rôle d'arbitre dans les élections, a souvent été accusée de partialité, bien qu'elle ait également pris des décisions courageuses contre le pouvoir en place dans le passé. La confiance du public dans les institutions électorales est un élément crucial pour la légitimité du processus électoral, et les réformes controversées ont contribué à éroder cette confiance.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR : VERS DE NOUVELLES RÉFORMES ?

Alors que le Bénin se prépare pour les élections présidentielles de 2026, la question de nouvelles réformes du Code électoral est sur toutes les lèvres. Les critiques appellent à un retour à un cadre plus inclusif et transparent, permettant une véritable compétition électorale. Des proposi-

tions ont été faites pour réduire le seuil de parrainage et garantir un accès plus équitable aux médias pour tous les candidats.

Il est également suggéré de renforcer le rôle de la société civile et des observateurs internationaux dans le processus électoral, afin de restaurer la confiance du public. Le défi sera de trouver un équilibre entre la stabilité politique et la préservation du pluralisme démocratique, une tâche ardue mais essentielle pour le futur du Bénin.

Un Code Électoral Entre Démocratie et Contrôle Politique

Le Code électoral du Bénin est à la fois un pilier de sa démocratie et un reflet des tensions politiques qui traversent le pays. Si ce cadre légal a permis des avancées démocratiques significatives, les réformes récentes montrent qu'il peut aussi être utilisé pour limiter la participation politique et renforcer le pouvoir en place. À l'approche des élections de 2026, le Bénin se trouve à un carrefour crucial : réussir à adapter son Code électoral pour qu'il soit le garant d'une démocratie vivante, ou risquer de voir se creuser les divisions et la méfiance entre les citoyens et leurs dirigeants.

La rédaction

UN MILLIARDAIRE RUSSE ARRÊTÉ ET PLACÉ EN GARDE À VUE



Pavel Durov, le charismatique PDG de Telegram, est une figure incontournable dans le monde de la technologie et des médias sociaux. À 39 ans, ce milliardaire russe est reconnu pour avoir cofondé le réseau social VKontakte, surnommé le «Facebook russe», avant de créer Telegram, une application de messagerie instantanée qui se distingue par son fort accent sur la confidentialité et la sécurité des communications. Mais récem-

ment, Durov a fait la une des journaux pour une raison bien différente : son arrestation en France, un événement qui a suscité une onde de choc dans le monde de la technologie et au-delà. Cet article explore les circonstances de son arrestation et les implications potentielles pour Telegram, qui se trouvait à un moment critique de son développement.

PAVEL DOUROV : UN PARCOURS HORS

NORME

Né à Saint-Pétersbourg en 1984, Pavel Durov a rapidement montré un talent pour l'informatique et la programmation. En 2006, il cofonde VKontakte (VK) avec son frère Nikolaï, qui devient rapidement le réseau social le plus populaire en Russie. Cependant, des tensions avec les autorités russes sur la liberté d'expression et la pression pour contrôler les contenus ont poussé Durov à quitter la Russie en 2014. Cette dé-

cision marqua le début de son exil volontaire et de sa quête pour développer une plateforme de communication réellement indépendante et sécurisée. En 2013, Durov lance Telegram, une application de messagerie qui mise sur la confidentialité des utilisateurs. La plateforme se distingue par son chiffrement de bout en bout et par une politique de non-collaboration avec les gouvernements, ce qui lui vaut une popularité croissante, notamment parmi les dissi-

UN MILLIARDAIRE RUSSE ARRÊTÉ ET PLACÉ EN GARDE À VUE

dents, les journalistes, et les défenseurs des droits de l'homme. En quelques années, Telegram s'impose comme une alternative crédible à des géants comme WhatsApp ou Facebook Messenger.

L'ARRESTATION EN FRANCE : LES FAITS

L'arrestation de Pavel Dourov en France a pris tout le monde de court. Les autorités françaises ont confirmé que Dourov avait été arrêté à l'aéroport Charles de Gaulle alors qu'il se préparait à quitter le pays. Les motifs de son arrestation restent flous, mais plusieurs hypothèses circulent. Tout d'abord, il est important de noter que Telegram, tout en étant une plateforme dédiée à la liberté d'expression, a également été critiqué pour son utilisation par des groupes criminels et terroristes qui exploitent le chiffrement fort pour coordonner leurs activités. Les autorités françaises, qui ont intensifié leur lutte contre le terrorisme et le crime organisé ces dernières années, pourraient avoir agi dans le cadre de cette lutte, cherchant à obtenir des informations ou à exercer une pression sur Te-

legram pour qu'elle collabore davantage avec les forces de l'ordre. Une autre théorie est que cette arrestation est liée aux tensions géopolitiques croissantes entre la Russie et l'Occident. Dourov, bien qu'il ait quitté la Russie en raison de désaccords avec le Kremlin, reste un ressortissant russe. Dans un contexte où les relations entre la Russie et l'Union européenne sont tendues, notamment en raison de la guerre en Ukraine et des sanctions économiques, l'arrestation de Dourov pourrait être interprétée comme un geste symbolique ou une forme de pression diplomatique.

TELEGRAM ET LA MONÉTISATION : UNE ÉTAPE CRUCIALE

L'arrestation de Pavel Dourov intervient à un moment critique pour Telegram. L'application, qui compte plus de 700 millions d'utilisateurs actifs, était sur le point de lancer un nouveau modèle de monétisation. Jusqu'à présent, Telegram s'est distinguée par son refus d'afficher des publicités ou de vendre les données de ses utilisateurs, contrairement à ses concurrents. Cependant, pour

assurer la viabilité financière à long terme de la plateforme, Dourov avait annoncé le lancement de fonctionnalités payantes et de publicités non intrusives dans les canaux publics.

Ce passage à la monétisation représentait un tournant stratégique pour Telegram, qui jusqu'ici s'était principalement financé grâce à la fortune personnelle de Dourov et à des levées de fonds privées. Les analystes spéculaient sur l'impact que cela pourrait avoir sur l'engagement des utilisateurs et sur l'image de Telegram en tant que défenseur de la vie privée. L'arrestation de Dourov risque de compliquer ces plans, en créant une incertitude sur l'avenir de l'entreprise et en perturbant ses efforts pour monétiser efficacement sa vaste base d'utilisateurs.

IMPLICATIONS ET CONSÉQUENCES

L'arrestation de Pavel Dourov soulève des questions cruciales sur l'avenir de Telegram et sur les pressions auxquelles l'entreprise pourrait être confrontée. Si les autorités françaises décident de

maintenir Dourov en détention ou de le poursuivre, cela pourrait non seulement avoir des répercussions sur la gestion de l'entreprise mais aussi sur la perception publique de Telegram. D'un autre côté, cet incident pourrait renforcer la détermination de Dourov et de son équipe à maintenir leur indépendance et leur engagement en faveur de la confidentialité des utilisateurs. Dourov a déjà prouvé qu'il était prêt à faire face à des pressions énormes pour protéger ses principes, et il est peu probable qu'il cède facilement.

L'arrestation de Pavel Dourov en France pourrait être un tournant majeur pour Telegram. Alors que l'entreprise s'apprête à lancer sa monétisation, elle doit désormais faire face à une nouvelle série de défis qui pourraient déterminer son avenir. Les prochains jours seront cruciaux pour comprendre l'ampleur des conséquences de cet événement et pour voir comment Telegram naviguera dans ces eaux troubles.

La rédaction



1A

F1RST AFRIQUE

*"L'intégrité
est essentielle pour
la réussite à long terme
de toute entreprise.
Chez nous, c'est une valeur
non négociable."*



<https://firstafrique.tv/bj/>



+ 229 66 05 56 61

F1RST AFRIQUE